FEUILLETS SUR LES DISCOURS DU PRESIDENT EVARISTE NDAYISHIMIYE

En date du 18 juin 2020, le président Evariste Ndayishimiye a été investi à la présidence de la république du Burundi. Dans son allocution de circonstances, les burundais ont cru au changement du système de gouvernance comparativement au précédent mandat du feu Président Pierre Nkurunziza. Pour clore son discours d'investiture, il a rappelé que ce n'est pas la victoire du parti CNDD FDD, que c'est la démocratie qui a gagné, que c'est le burundi qui a gagné (https://www.presidence.gov.bi/wp-content/uploads/2020/06/Discours_Investiture_du_president_de_la_Republique.pdf.) Le rapport d'enquête sur les postes de responsabilité de la Ligue Iteka montre clairement que toutes les postes de responsabilité sont aux mains du parti au pouvoir CNDD FDD. (https://ligue-iteka.bi/wp-content/uploads/2022/06/RAPPORT_D_ENQUETE_SUR_LES_POSTES_DE_RESPONSABILITES_JUIN_2022.pdf)

Au fur et à mesure, les burundais ont vu que ce n'est que des discours politique pour tromper l'opinion, la réalisation est autre. Dans ces exemples, nous allons relayer les discours du Président Evariste Ndayishimiye qui avaient ressuscité de l'espoir aux burundais mais qui ont connu des revirements ou tombés dans les oubliettes.

Déclaration des biens des membres et hauts cadres du gouvernement

La constitution du Burundi dans son article 95 exige les membres du gouvernement et les cadres de déclarer les biens qu'ils possèdent avant d'entrer en fonction. Le président de la république avait invité en date du 23 août 2020 à Ngozi tous les cadres de déclarer leur biens et cela en 2 semaines (<https://www.iwacu-burundi.org/les-autorites-doivent-declarer-leurs-avoirs/>). En date du 25 Septembre 2020 sur l'évaluation de ses 100 premiers jours au pouvoir, le président de la république a changé et passant outre l'obligation de la loi en disant " Chaque personne naît avec un capital. Même un nouveau-né prend son père pour son capital. C'est par après que chacun se cherche la fortune et personne n'a le droit de lui demander où il l'a trouvée. Nous nous sommes heurtés à de nombreuses difficultés pour procéder à cette vérification qui prendrait au moins une semaine pour chaque personne. Nous nous sommes donc dit que chacun devrait garder secret ses richesses" (<https://www.rpa.bi/index.php/actualites/politique/quand-ndayishimiye-va-de-volteface-en-volteface-sur-la-declaration-du-patrimoine-de-son-dream-team>). Dans le communiqué de presse numéro 20 de la réunion du conseil des Ministres du 9 juin 2021, Le Président de la République a demandé aux membres du gouvernement à la déclaration de leurs biens et que les formulaires y relative sont disponibles (<file:///C:/Users/HP/Downloads/Communique-Conseil-09-Juin-2021.pdf>).

Corruption et Economie

En date du 15 octobre 2021, le président de la république a effectué une visite sur terrain de construction d'un barrage Mpanda par le groupement d'entreprises chinois CNME-CGC. Devant les caméras de journalistes, le président de la république s'est exprimé sur ce projet qui fait que le Burundi perde 54 milliards de franc burundais. Dans ces termes, Nous n'allons abandonner ni le projet, ni le montant empoché par un groupe de gens. Je recommande au ministre de l'énergie et des mines de tout faire en deux semaines pour élucider les pertes et ainsi établir les responsabilités de chaque intervenant dans le projet »(<https://www.presidence.gov.bi/2021/10/15/le-groupement-dentreprises-cnme-cgc-suspendu-dans-la-construction-du-barrage-mpanda/>) Les burundais ont attendu des réactions

sur ce dossier qui pouvait de model de la lutte contre la corruption mais rien n'a filtré malgré même après le délais.

En date du 29 juin 2021, lors de sa visite à l'OTRACO, le Président de la République a limogé de ses fonctions le directeur général pour avoir causé des pertes énormes à la population burundaise. Dans ces termes « Mr le DG vous êtes suspendu de vos fonctions parce que vous n'avez pas pu défendre les intérêts des burundais qui jusqu'à présent sont obligés de se rendre à Bujumbura à la recherche du contrôle technique en perdant leur temps et en dépensant leur argent pour le transport alors qu'ils devraient avoir ce service ici même à Gitega à Ngozi, ou à Bururi. Je vous avais donné un délai de 2 mois pour exécuter ce travail mais avez échoué » (<https://www.presidence.gov.bi/2021/06/29/le-president-ndayishimiye-suspend-le-dg-de-lotraco-et-lentreprise-global-smart-technologies/>) (<https://www.youtube.com/watch?v=lHNWVq5N7c>) Beaucoup avaient admirés ses visites sur terrains avec des réponses immédiates aux manquements de certains cadres du Gouvernements. Mais leurs espoirs du changement ont été éphémère car après seulement deux mois, le Directeur général limogé a été nommé directeur générale du Transport dans le ministère du commerce, du transport, de l'industrie et du tourisme qui est superviseur direct du directeur général de l'OTRACO.

Discours du président en rapport avec la justice

“La justice équitable et indépendante est préalable à la paix et au développement socioéconomique” (<https://www.presidence.gov.bi/2021/10/06/president-evariste-ndayishimiye-une-justice-equitable-et-independante-est-un-prealable-a-la-paix-et-au-developpement-socioeconomique/>). Dans une séance du 24 août 2021 de moralisation sur la bonne gouvernance et le patriotisme à l'intention des responsables et professionnels du système judiciaire dans les enceintes du Lycée Scheppers de Nyakabiga, le président de la république Evariste Ndayishimiye a élucidé tous les maux qui gangrènent le système judiciaire disant qu'il enregistre au moins mille plaintes par jour, que les judiciaires doivent vendre leurs propriétés foncières ou leurs bétails pour avoir accès à la justice. « Celui qui n'a pas du cash n'a pas accès à la justice équitable. Les magistrats reçoivent des pots de vin de la part des personnes nanties pour ne pas mettre en exécution les jugements rendus ». (<http://burundi-eco.com/quand-inaction-justice-plombe-developpement/#.Yr79WkVByM9>). Dans cette séance, un des participants a répondu au président évoquant l'immixtion du pouvoir ou du parti au pouvoir dans les procès. Beaucoup de Burundais se sont senti soulagé pour avoir entendu du président de la république ce qu'ils les inquiétaient souvent. Comme l'adage kirundi “ Ibuye riserutse ntiryica isuka ”, les burundais ont cru que comme le problème est soulevé, va suivre des solutions et avoir une justice équitable. Ils attendaient des actions concrètes qui allaient suivre pour redresser ce système important dans la vie de la république démocratique. Cette leur d'espoir de la résurrection de la justice a été éclipsée par le président de la république quand il disait qu'il ne faut pas porte plainte contre l'Etat, qu'il devient le juge et partie. « Porter plainte contre l'État, c'est une erreur. Même les juges ne le savaient pas, c'est moi qui le leur aie appris, et ils rigolent lorsque je leur en parle. L'État devient dans ce cas juge et partie. Comment vas-tu porter plainte contre l'État même s'il te brime? Mais la justice appartient à l'État, c'est une institution de l'État. Avant, on confondait le gouvernement et l'État, et les gens portaient plainte contre lui.

Un État ne viole jamais la loi. » (<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220317-burundi-le-pr%C3%A9sident-ndayishimiye-affirme-que-la-justice-est-aux-ordres>)